

# Budget des missions locales

## Où est l'argent, où va l'argent : Les salariés ont droit à la vérité !



**« On croit se battre pour la jeunesse ; on défend les patrons et les salaires des directions » !**

L'UNML refuse pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive d'augmenter la valeur du point.

L'UNML lance sa campagne de licenciements de 1081 ETP dans le réseau.

Malgré les réquisitions forcées de salariés de certaines missions locales par l'UNML et par les Directions le Gouvernement poursuit ses attaques sur la population à travers un PLF et un PLFSS destructeurs. Les salariés n'ont pas marché dans la combine et ne sont pas dupes : Manifester pour la Jeunesse, ou pour les salaires des Directions ?

**L'UNML se plante : c'est devant l'Élysée qu'il fallait se mobiliser !**

La Présidence Macron : c'est le mépris de la Jeunesse, c'est le pire des dispositifs Jeunes avec le CEJ, et c'est une Loi Liberticide qui fait la chasse aux précaires et aux privés d'emploi, la Loi dite pour le plein Emploi.

Députés et Sénateurs sont convaincus : que ce soient les députés (commissions des finances et commissions des affaires sociales) ou bien les Sénateurs, ils ont tous réaffecté les 78 Millions d'euros que le Ministre du Travail veut absolument retirer aux Missions Locales.

### Quelques vérités sur les budgets des Missions Locales

**Dans le rapport de la commission des finances du Sénat de novembre 2025 :**

*« Interrogée par les rapporteurs spéciaux, l'administration a expliqué que la diminution des autorisations d'engagements traduit l'effort à venir pour les missions locales, à hauteur de 78 millions d'euros. Si la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) a souligné que ce niveau de financement demeurait encore largement supérieur (+ 50 %) au niveau de 2019, »... « L'administration avait indiqué que cette diminution des décaissements correspondrait à la mise à contribution des excédents de trésorerie de certaines missions locales, qui ont pu bénéficier d'un phénomène de surfinancement les années précédentes. »*

**Dans le rapport IGAS/IGF d'avril 2024 :**

A propos des missions locales : « *Leur budget a augmenté, passant de 737 M€ à 986 M€ (+33,8 %), tous bailleurs confondus, entre 2018 et 2021.* »

**Depuis 2019, des budgets en hausse : où va l'argent**

**Salaires de misère, embauches en CDD et moins de conseillers face aux jeunes !**

Les salariés ont droit à la vérité sur l'utilisation qui est faite des subventions par les missions locales.

Les budgets sont en hausse depuis 2019, et la baisse de 20% sur 2 ans, fait tout de même apparaître une hausse conséquente de plus de 50% comme le dit la commission des finances du Sénat.

Les salaires des directions augmentent, le nombre de salariés pour assurer l'accompagnement diminue !

**La CGT exige un contrôle de l'utilisation des budgets par les Missions locales**

**La CGT exige une hausse de la valeur du point**

**La CGT exige des embauches de conseillers**